



Communiqué de presse

Cinq ans de guerre au Yémen

## Au Yémen, les civils sont les premières victimes d'une guerre sans fin

Ottawa, le 23 mars 2020. Humanité & Inclusion condamne l'utilisation massive des armes explosives (notamment des mines, armes interdites depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Ottawa en 1999) au cours des cinq années de guerre au Yémen. Les armes explosives ont des effets dévastateurs et indiscriminés sur les civils : HI a pris en charge plus de 3 000 victimes d'armes explosives depuis 2015 au Yémen, dont 850 victimes de mines et de restes explosifs de guerre. Presque tous présentent des handicaps résultant de leurs blessures et auront besoin d'un suivi spécifique à vie. Par ailleurs, l'association est profondément préoccupée par les obstacles multiples aux interventions humanitaires et à l'accès aux populations causés par des entraves administratives déraisonnables. HI appelle toutes les parties concernées à lever ces freins et à faciliter l'accès rapide et sûr des populations à la protection et à l'aide humanitaire.

- En cinq ans de guerre, le Yémen a été ravagé par l'utilisation d'armes explosives : l'organisation Action on Armed Violence (AOAV) rapporte que **près de 16 300 personnes ont été tuées ou blessées par des armes explosives** entre 2015 et 2018. **Près de 80 % d'entre elles étaient des civils**. AOAV indique également que 95 % des victimes sont des civils quand les armes explosives sont utilisées en zones peuplées au Yémen.
- Le Bureau de la coordination pour les affaires humanitaires (OCHA, 2019) signale l'utilisation massive de mines dans plusieurs régions du pays. Des mines et divers engins explosifs sont désormais présents dans 19 des 22 gouvernorats du Yémen, mettant en danger des millions de civils.
- L'utilisation massive et répétée d'armes explosives (en particulier d'armes à large rayon d'impact) en zones peuplées a exacerbé la crise humanitaire au Yémen et aura des effets durables dans le pays. D'après le Humanitarian Needs Overview (HNO), **près de 600 infrastructures civiles ont été détruites ou endommagées chaque mois en 2018. 80 % de la population a besoin de l'aide humanitaire pour survivre. Au Yémen, 50 % des installations médicales ne fonctionnent plus, alors que 19,7 millions de personnes ont besoin de soins de santé** et que **17,8 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau salubre** et à l'assainissement. Le blocus et les difficultés économiques ont fait augmenter le coût de l'alimentation et du carburant. **3,3 millions de personnes sont déplacées**.
- Le niveau de pollution par des restes explosifs de guerre risque d'être extrêmement élevé au Yémen, au vu de l'intensité du conflit ces cinq dernières années. On estime que si le conflit s'achevait aujourd'hui, les incidents liés à l'utilisation d'armes s'étendraient sur des décennies

et continuerait à handicaper la population civile et à empêcher le retour à la maison des civils déplacés.

- HI est présente dans six centres de santé des gouvernorats de Sanaa, d'Amanat al-Asima et d'Aden, et accueille des patients de tout le pays. HI a traité **25 000 personnes, pour la plupart victimes du conflit**, depuis le début de son intervention en 2015. **Plus de 3 000 d'entre elles sont des victimes d'armes explosives** (bombardements, restes explosifs de guerre, engins explosifs improvisés, etc.).
- Parmi ses bénéficiaires, HI relève une proportion importante et sans précédent de victimes de mines et de restes explosifs de guerre au Yémen. En cinq ans, l'association a pris en charge **850 victimes de ces armes**.
- Elle a fourni **plus de 27 000 béquilles, déambulateurs, fauteuils roulants, etc. Près de 23 000 personnes ont bénéficié d'un accompagnement psychologique**. HI a équipé **300 personnes de prothèses et d'orthèses**, en collaboration avec le centre de réadaptation et d'appareillage de Sanaa. **Plus de 700 agents de santé yéménites** à Sanaa et dans d'autres gouvernorats ont été sensibilisés et formés à la prise en charge précoce des traumatismes.
- HI a contribué à la mise en place de services de réadaptation d'urgence visant à répondre aux besoins spécifiques des blessés de guerre au Yémen. En effet, les mines causent souvent l'amputation des membres inférieurs. Les victimes de bombardements souffrent de lésions complexes (plaies ouvertes, fractures, brûlures, perte de masse musculaire, lésions du système nerveux, etc.). En l'absence de réadaptation juste après l'opération, les patients risquent une grave perte de mobilité entraînant des handicaps qui vont souvent de pair avec la marginalisation sociale et professionnelle, la baisse des revenus et l'appauvrissement de la famille du patient.
- **Thomas Hugonnier, directeur des opérations de HI au Moyen-Orient** : « Ces cinq années de conflit armé ont engendré une crise complexe, aux effets dévastateurs. La violence armée a détruit les circuits économiques du pays, faisant du Yémen le pays au monde le plus touché par l'urgence humanitaire : 80 % de la population dépend de l'aide humanitaire. Les ONG sont confrontées à d'importantes contraintes administratives et de sécurité, qui réduisent considérablement leur champ d'action. Il est essentiel de veiller à ce que les populations touchées bénéficient d'un accès rapide et sûr aux services de base. Nous appelons les États donateurs à renouveler leur soutien à l'aide humanitaire vitale au Yémen et à faire pression sur les parties belligérantes pour qu'elles lèvent les obstacles qui entravent l'accès et l'intervention humanitaires. »
- **Thomas Hugonnier, directeur des opérations de HI au Moyen-Orient** : « Au sein des hôpitaux et des centres de réadaptation dans lesquels nous intervenons, nous sommes frappés par le nombre de personnes blessées par des bombardements, des mines ou des engins non explosés. Pour beaucoup d'entre elles, la réadaptation physique est une nécessité absolue. Beaucoup de personnes blessées auront besoin d'un accompagnement médical, financier et social à long terme, souvent pour le reste de leur vie... Ce conflit dévastateur laissera derrière lui toute une génération de personnes blessées et handicapées, et nécessitera le soutien d'organisations de solidarité pendant de nombreuses années. »

## Processus diplomatique visant à mettre fin aux bombardements en zones urbaines

- HI et les membres du Réseau international sur les armes explosives (INEW) travaillent avec les États pour rédiger une déclaration politique forte **viant à mettre fin à l'utilisation d'armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées et à garantir la prise en charge des victimes de ces armes.**
- Les négociations en vue d'une déclaration politique visant à mettre fin aux souffrances humaines causées par l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées ont débuté à Vienne les 1 et 2 octobre 2019. Deux séries de négociations ont eu lieu à Genève en novembre 2019, puis en février 2020. Elles seront suivies d'une nouvelle série de consultations courant 2020. Ce processus diplomatique s'achèvera par **une déclaration politique qui sera soumise à approbation.**
- **HI appelle les citoyens à mobiliser les parlementaires dans sept pays** (Allemagne, Belgique, Canada, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) **et à s'assurer que les États s'investissent dans cette cause.** Nous invitons les citoyens d'ajouter leur voix [à la pétition internationale](#) pour demander à leur gouvernement de soutenir la déclaration contre l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées.

### À propos de HI

HI est une association de solidarité internationale indépendante qui intervient depuis 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la Paix en 1997 et lauréate du prix Conrad N. Hilton 2011. HI agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

Plus d'information sur [www.hi-canada.org](http://www.hi-canada.org)

Contact presse :

Gabriel Perriau

[g.perriau@hi.org](mailto:g.perriau@hi.org)